

C'était la matinée du 20 août. Le canon tonnait plus fort que jamais. Nous pensions que les Français devaient être en mauvaise posture et cela me consolait, car je savais que ma famille au Schweizerhof⁽⁴⁾ ne les verrait pas. Cette seule pensée me mit du baume au cœur. Un certain sentiment de force et d'indifférence à l'égard de ma situation présente s'empara de mon être. Puis ce fut la dernière soupe consommée sur le sol allemand. Mon collègue Jacquot eut la gentillesse de me prêter un pardessus, puis arriva l'ordre du départ, sous un feu nourri d'artillerie. La famille Jacquot fut autorisée à emballer encore quelques affaires.

Quant à moi, mes seules possessions étaient les effets que j'avais sur le dos et un manuel de conversation français-allemand qu'un jeune fantassin français instruit et bien élevé m'avait offert le matin-même. Il était étudiant, avait quarante membres de sa famille dans l'armée ; il serait bientôt au front et n'avait plus besoin du petit livret. Moi, je pourrais m'en servir pour passer le temps. (...)

Prêts pour le départ, nous sortîmes de la cave pour nous rassembler dans la cour. Une escorte nous y attendait, bâtonnette au canon. Douloureux souvenir ! En passant, je jetai un coup d'œil dans la salle de classe. Le cœur serré, j'y aperçus les premiers blessés : un soldat français au visage livide, couché à côté d'une flaque de sang, sur le plancher où, il n'y a pas si longtemps, trottaient les petits écoliers. Troupeau pitoyable, nous traînions nos pas en route pour Vasperviller, quand un officier portant un brassard bleu, dans une voiture, nous menaça de nous fusiller à la moindre tentative de fuite. Dans la forêt que nous traversions, on voyait des abris en planches abandonnés par les troupes en retraite. Nos deux ouvriers, chaussés de sabots, avaient du mal à suivre. Ils les abandonnèrent et continuèrent de marcher en chaussettes. Une batterie d'artillerie nous dépassa à vive allure, on nous lance des menaces et des imprécations, quelques-uns des nôtres reçoivent des coups de cravache.

Nous voici à Niderhoff⁽⁵⁾. On nous loge dans un grenier, sur la paille, les femmes et les enfants séparés des hommes. La faim nous tenaille. Deux nouveaux se joignent à nous : le docteur Gerich⁽⁶⁾ et le juge T. Thomas⁽⁷⁾, de Lorquin. Ils y avaient soigné les blessés des deux camps. Le docteur porte sur lui un stéthoscope que l'ennemi prend pour un appareil téléphonique. M. Thomas accompagnait son ami comme interprète. Tous deux portent encore une blouse blanche et le brassard de la Croix-Rouge. (...)



Nous voici dans la rue, pour le départ. On apporte des chaudières. Jacquot, Franz et Tiedemann sont attachés ensemble. Puis vient le tour des ouvriers et finalement des « deux Samaritains ». Ensuite on m'enchaîne avec les deux ouvriers. Il était 8 heures du matin. Mon esprit était de nouveau hanté par de funestes pressentiments. Le brigadier de la maréchaussée a décidé de son propre chef de laisser sur place les femmes et les deux enfants. Je revois encore les deux fillettes en pleurs s'abîmer dans la douleur à la vue de leur père enchaîné. Il les consolait de son mieux, lui, menotté comme un malfaiteur.

Enchaînés comme des forçats

Et notre détachement se mit en branle, les deux soldats allemands en tête. On avait joint à notre groupe quelques détenus qui ne cessèrent pas de nous injurier de manière parfois ignoble. En route, nous rencontrâmes des soldats en colonnes de marche se déplaçant parfois dans les deux sens. Certains d'entre eux ne manquaient pas de nous invectiver. A peu de distance de la frontière, des batteries d'artillerie montaient en ligne au galop, dans un vacarme d'enfer, traversant cultures et guérets. A l'approche d'une forêt, un poteau-frontière, aigle en miettes, gisait au bord du chemin. En face, un avant-train brisé avait été abandonné dans un fossé. Entre les deux, le dernier lopin de terre allemande que nous étions en train de fouler. « Te reverrais-je un jour, toi mon cher pays natal ? » (...)

Poussière et canicule rendaient notre marche insupportable. Des tas de boîtes de conserve vides jalonnaient notre parcours ; nos vaillantes troupes venaient donc de passer par là, cuisine roulante en serre-file. Dans le premier village on

avait dû se battre dans les rues, les façades et les magasins vides en témoignaient. Pour la première fois nous y essayâmes la colère de la population. Même les femmes et les enfants s'en mêlaient : « A mort ! A mort ! Tuez-les ! » Quel soulagement quand nous étions sortis du village ! Les pieds endoloris, baignés de sueur, nous nous traînions comme des somnambules. Vers quelle destination ? Nous haletions de soif. De ma main restée libre je pus ramasser une pomme verte dans la poussière et son acidité fut un régal sur mes lèvres sèches.

M. Tiedemann était à bout de force. Un de nos convoyeurs le débarrassa de ses chaînes. Epave sans défense, gisant sur le bas-côté du chemin, entouré de gaillards survoltés, il risquait le pire. Le gradé de l'escorte remarqua : « Les Allemands ont tué M. Samain, de Metz, c'est pour cela que vous êtes prisonniers. » Mais, pourtant, que je sache, ce M. Samain avait été placé en détention de sécurité. Libéré, il s'était battu en Russie et y avait été tué, disait-on⁽⁸⁾.

M. Tiedemann nous suivait, étendu dans une voiture. Nous autres nous défailissions sous la chaleur, certains sans couvre-chef que des rustres excités avaient emportés comme trophées. Les lunettes de M. Franz allaient provoquer l'intervention d'un militaire qui se trouvait au milieu des curieux. Alléché par un butin facile, il se précipite sur Franz, lui arrache ses lunettes et, grimaçant de rage, les jette par terre pour les écraser sous son talon. Dans une autre localité, un soldat saute par derrière sur la chaîne qui me lie mon voisin. Il en voulait à mon pardessus, mais je réussis à rester maître. Alors cette canaille renouvelle son attaque et je vois, affolé, voler mon bien sur un tas de fumier. Pareilles scènes se répètent dans chaque village, véritables « passages par les verges ».



Pour les pauvres va-nu-pieds, mes côtés, marcher pendant dix heures sans répit fut un supplice. L'un d'eux, par surcroît, était obèse. Vers midi, en pleine campagne, l'encombrement des routes par les troupes en retraite était tel qu'il fallait souvent nous garer sur le bas-côté. Un filet d'eau murmurait dans le fossé. Mes deux compagnons y trempèrent leurs pieds brûlants et blessés. Moi-même j'y mouillai le bout de ma langue. La soif est pire que la faim, la chaleur ou la froidure. Et la marche continuait travers ce paysage étouffant de chaleur. De temps en temps nous étions insultés, menacés, molestés. Notre passage dans les villages était

annoncé par un cycliste brandissant un lambeau de drapeau allemand, sans doute enlevé dans une école ou une mairie. Dans sa course effrénée, il avait l'allure d'un démon ailé en furie. Aussi, une foule de civils et de militaires accueillait chaque endroit les « détrousseurs de cadavres » en les injuriant : « Boches ! Espions ! » et autres insultes. Ce fut pire dans un autre village : coups, vociférations. « A mort ! Tuez-les ! » Et notre trio enchaîné fut jeté par terre. Lorsque nous nous relevâmes, nous étions sans gardien et aussitôt entourés de braillards décidés. J'attrapai un soldat par la manche et le priai de nous protéger et de nous aider à rejoindre notre groupe. Il nous conduisit dans une autre rue où nos compagnons de misère se trouvaient dans la même situation.

Et le calvaire continuait ... Notre guide savait-il au moins lire une carte ou n'en avait-il pas ? Et pourtant, il faut le dire, de temps en temps il y avait des gens à visage humain. Dans un bois, un soldat nous offrit de l'eau additionnée d'alcool de menthe et cette gorgée nous fut plus précieuse que l'or. Un geste noble de la part d'un ennemi. (...)

La prison de Baccarat

À la tombée de la nuit, une brise fraîche nous fit l'effet d'une agréable caresse. Tout autour de nous, on apercevait les tranchées d'une position de combat. Derrière un rideau d'arbres se profilait Baccarat, inoubliable souvenir après son abominable accueil. Des gens sortent en hâte des maisons ; leur chahut, leur insolence ne sont pas une nouveauté. Notre chef d'escorte leur dit plusieurs reprises que nous sommes des Alsaciens-Lorrains innocents, et leur demande de ne pas nous importuner. Il obtient un résultat inattendu : il doit se protéger contre des coups de bâton et encaisser des injures parce qu'il prétend protéger des Boches. « A mort ! Tuez-les ! Ce sont des espions ! », hurle la populace en délire. Des soldats font semblant de nous attaquer à la baïonnette ... Quand j'y pense aujourd'hui, je m'étonne encore que notre escorte ait réussi à contenir cette émeute. Cependant, quelques voyous se sont glissés entre les chevaux pour nous atteindre et, dans ce désordre, il ne nous fallut pas moins de dix minutes pour atteindre la porte de la prison. Et c'est avec soulagement que je l'aperçus enfin. Mais des centaines de manifestants nous y avaient devancés pour nous faire un mauvais sort. Heureusement, nous fûmes bientôt soustraits à leur vue. La liste de leurs tristes savoir-faire est éloquent : jets de pierres, crachats, injures de toute sorte (pillards, vaches, capout, bandits, crapules, fumiers, etc.) et j'en oublie. Je m'en tirai avec quelques heurts et bosses. Enfin, nous voilà en prison ... Ouf ! L'abri. »

(à suivre)



Prisonniers de guerre français

Notes

- (1) Barville-Bas (*Unter-Barville*) : carrefour des routes menant à Sarrebourg et Lorquin. Il y avait un café-restaurant près de la gare.
- (2) Adolphe Jacquot, instituteur à Voyer
- (3) Adolphe Tiedemann, 68 ans, maire nommé d'Abreschviller de 1888 à 1896. Il sera expulsé vers l'Allemagne en avril 1919.
- (4) Schweizerhof : maison forestière près de Saveme ; le père de Theo Hommes était garde-forestier impérial.
- (5) Niderhoff (*Niederhof*) : le maire du village, Arsène Licourt, l'instituteur Victor Strazielle et l'institutrice Maria Jaco furent emmenés comme otages.
- (6) Hans Gerich : médecin à l'asile d'aliénés de Lorquin depuis 1913. Sera interné à l'île Longue du 19 août 1916 au 20 octobre 1919. L'asile avait été transformé en hôpital de campagne et y accueillit, certains jours, jusqu'à 600 blessés !
- (7) Félicien Thomas, candidat notaire. Thomas a été libéré, comme la plupart de ses camarades, en juillet 1918. Ensuite notaire à Metz († 1964).
- (8) Alexis Samain, président de la Lorraine Sportive de Metz, association dissoute par les autorités en 1911. La nouvelle de son exécution par les Allemands au début de la guerre fut propagée partout par la presse française. En réalité, il avait été arrêté avant même le début de la guerre et interné en Allemagne, dans la forteresse d'Ehrenbreitstein, près de Coblenze.

« SOUVENIRS D'UN LORRAIN INTERNÉ EN FRANCE ET EN SUISSE PENDANT LA GUERRE, DE 1914 À 1918 »

Récit de François Laurent, greffier au Tribunal cantonal de Lorquin, village de Lorraine annexée
annotés par Camille Maire

Août 1914 : le retour de la guerre en Lorraine

« Quand éclata la guerre, il y avait un peu plus de huit ans que j'étais greffier du Tribunal cantonal de Lorquin et, en dernier, depuis mars 1914, greffier en chef. (...) Le Juge était M. Steffens, qui avait le titre d' *Amtsgerichtsrat* (Conseiller). Il était né à Metz de parents allemands. En outre, il y avait un deuxième greffier, dont le père était de Saarbürg (Prusse) et la mère de Fraquelting, à quelques kilomètres de Lorquin. Presque tous les fonctionnaires étaient Lorrains ou Alsaciens. (...) La meilleure entente existait entre les fonctionnaires et la population lorquinoise.

A la fin de juin 1914, après l'assassinat de l'archiduc-héritier d'Autriche à Sarajevo, la mentalité changea petit à petit. Indigènes et immigrés commencèrent à se méfier les uns des autres. On commença à parler de guerre. Fin juillet, la tension s'accrut. On ne parlait plus, on ne craignait plus que la guerre. A cette époque, ma fille [elle avait 15 ans] se trouvait depuis deux ans en pension à Sainte-Chrétienne, à Metz. Le 31 juillet, la femme du juge avisa ma femme que je ferais bien d'aller la chercher de suite. Je partis au train d'1 heure. En arrivant à Metz, le lendemain, les bonnes sœurs ne furent pas étonnées de me voir retirer ma fille, car il y avait déjà plusieurs élèves qui étaient parties. (...)

Depuis quelques jours, les uhlans de Sarrebourg⁽¹⁾, équipés en feldgrau, faisaient des patrouilles le long de la frontière française. On s'attendait bien à la déclaration de guerre, après que l'« état de guerre » eût été publié⁽²⁾. Les troupes allemandes montaient maintenant vers la frontière française [franco-allemande], mais ne repassaient pas par Lorquin. Où allaient-elles ?

Déjà plusieurs mobilisables avaient été rappelés sous les drapeaux allemands, quand la guerre fut déclarée le 2 août⁽²⁾. Le sergent de ville Porson tambourina la mobilisation générale en ville et les derniers appelés se préparèrent à partir le cœur gros. Ah ! pour ces Lorrains qui avaient encore du sang français dans les veines, ce n'était pas une guerre fraîche et joyeuse qui commençait. Tout le monde était d'avis que la guerre ne serait pas de longue durée. Aussitôt que la nouvelle de la déclaration de guerre fut officielle, le

juge, M. Steffens, me fit sortir du coffre-fort du greffe un pli secret qui ne devait être ouvert qu'après la mobilisation. Il ouvrit ce pli en ma présence. D'après celui-ci, les fonctionnaires devaient surveiller les sentiments des habitants ; en outre, il était dit que pour leur sécurité personnelle, les fonctionnaires feraient ce qu'ils jugeraient bon au cas où le territoire serait occupé par les troupes ennemies : ils pourraient, soit se retirer, soit rester à leur poste.

Bientôt les troupes allemandes montèrent vers la frontière qu'elles traversèrent de tous les côtés, se dirigeant vers le fort de Manonviller et Lunéville⁽³⁾. On parla aussi de la bataille de Lagarde⁽⁴⁾, près de Vic, sans avoir de précisions. Je me rappelle que dès les premiers jours, des régiments bavarois, équipés de neuf, arrivèrent du fond de la Bavière⁽⁵⁾, signe certain qu'à l'intérieur de l'Allemagne on avait mobilisé bien avant de mobiliser les Alsaciens et les Lorrains, et avant la publication du *Kriegszustand*⁽²⁾. Les troupes, qui avaient voyagé longtemps en chemin de fer et auxquelles on faisait faire des marches forcées, étaient fatiguées. En arrivant à Lorquin, beaucoup d'hommes tombaient comme des mouches, mais, par des moyens inhumains, on les obligeait à se relever et à continuer leur route. Un de ces pauvres diables, qui n'en pouvait plus, fut, à ma demande, transporté à l'hospice Saint-Sébastien⁽⁶⁾. Le lendemain, il put continuer sa route. (...)



Le [samedi] 15 août, jour de l'Assomption, les troupes allemandes reflurent de Lunéville vers Sarrebourg. On se racontait qu'elles avaient subi une défaite près de Manonviller. Je remarquai que les compagnies étaient bien décimées. Dans l'une, il y avait un petit soldat français qu'ils avaient fait prisonnier et qui était obligé de marcher de leur pas lourd. Il avait l'air bien affecté, et tous les habitants qui le virent eurent pitié du pauvre diable, mais malheureusement, il nous était impossible de lui venir en aide, ce que nous avons bien regretté. Les troupes allemandes achetaient toutes sortes de marchandises dans les magasins de Lorquin : pain, saucisses, lard, œufs, tabac, etc ... de sorte que, bientôt, tous les magasins de l'endroit furent vidés. Mais ils payaient du moins encore ce qu'ils achetaient ! Les troupes continuaient à descendre et ne trouvaient plus rien dans les magasins, principalement dans les boulangeries. Un soldat allemand me demanda du pain. Pour l'amour de Dieu et par pitié, je lui remis la plus grosse partie du pain que j'avais encore à la maison et qui était destiné au dîner de ma famille.

Dans la matinée, j'avais vu le juge et lui avais dit que, à mon avis, le livre foncier n'était pas en sécurité au tribunal, surtout en cas de bombardement. Je me mis donc de suite en relation avec l'asile d'aliénés, afin de pouvoir mettre les livres en question dans ses caves voûtées et bien abritées. On voulut bien les recevoir, et je les fis transporter de suite par Mangin-Gilbert, le camionneur. Je l'accompagnai et portai le sceau du tribunal.

Le lendemain matin, [dimanche] 16 août, j'appris que les deux gendarmes et le douanier allemands de Lorquin avaient quitté la ville et s'étaient réfugiés à Sarrebourg en profitant du dernier train d'évacuation. On ne m'avait pas prévenu qu'un tel train serait mis en marche et je ne crois pas que les autres fonctionnaires en aient eu connaissance, car le matin vers 6 heures, quand je me levai, je vis passer le receveur des postes M. Jost, qui m'interpella par ces mots : « Allons, M. Laurent, venez avec moi, je me retire. Le dernier train pour Sarrebourg est parti dans la nuit, je m'en vais à pied. » Je lui répondis que je restais à Lorquin. Je m'habillai à la hâte, voulant aller voir ce que le juge pensait. Mais, de suite, je reçus la visite du percepteur, M. Desalme, qui avait été averti du départ de M. Jost, et venait me trouver pour savoir ce que nous devons faire. Je lui donnai la même réponse qu'à M. Jost. Ensuite nous allâmes ensemble chez le receveur de l'enregistrement ; M. Stourm. Après nous être concertés, nous résolûmes tous les trois de rester. A peine rentré chez moi, le juge me fit demander si je partais. Je lui fis connaître qu'après avoir examiné la situation, M. Desalme, M. Stourm et moi avons décidé de ne pas quitter Lorquin. Le juge Steffens me dit que nous n'avions rien à craindre, que nous pouvions rester tranquillement et que, tout au plus, les Français pouvaient nous emmener comme otages.

Les premières troupes françaises arrivèrent vers 9 h du matin⁽⁷⁾. La première chose que firent les Français fut de mettre l'horloge de l'église à l'heure française, c'est-à-dire qu'ils l'avancèrent d'une heure. On trouva à ce moment un soldat allemand caché dans une maison. On lui donna des effets civils et je crois qu'il partit, car on n'entendit plus parler de lui. Les troupes françaises s'installèrent en partie chez l'habitant. Mon propriétaire, M. Masson, qui habitait le rez-de-chaussée, reçut pour sa part quatre officiers

d'un régiment de cuirassiers. Au bureau de poste, on sortit les papiers et documents qui s'y trouvaient et on les brûla dans la rue. Au greffe, on ne dérangea pas trop, mais quand les troupes furent parties, divers objets m'appartenant personnellement (rasoir, etc ...) avaient disparu. Les troupes campèrent en grande partie dans les rues, y firent leur popote et y dormirent.



Le lendemain matin, [lundi] 17 août, une partie des troupes se dirigea vers Sarrebourg. Pendant cette journée et les suivantes, il y eut plusieurs escarmouches dans les environs, on entendit tonner le canon, plusieurs bombes tombèrent dans les environs immédiats de la ville. Tous les habitants se réfugièrent dans les caves où nous restâmes plus d'une heure.

Les 17, 18 et 19 août se passèrent ainsi. Nous ne savions pas que les troupes françaises étaient tombées dans un guet-apens près de Sarrebourg et que la bataille de Morhange battait son plein⁽⁸⁾. Toutefois je remarquai que, quand les troupes revenaient, elles n'étaient plus si compactes, principalement les cuirassiers qui ont dû perdre beaucoup de monde pendant ces trois jours. Du reste les troupes étaient nuit et jour sur le qui-vive. Les officiers logés chez M. Masson ne se déshabillaient pas pour dormir la nuit. On amena aussi quelques blessés à l'hôpital Saint-Sébastien.

Les soldats achetaient et vidaient ce qui restait dans les quelques magasins de la ville. Ils achetaient aussi du vin aux particuliers. Mon propriétaire, M. Masson, en vendit à raison de 16 sous le litre (prix auquel le vin lui revenait). Il eut à ce sujet une discussion assez sérieuse et qui faillit mal tourner pour lui, avec un sergent qui prétendait que chez eux le vin était meilleur marché (ce que, par la suite, je reconnus comme exact) et qu'on volait la troupe.



Emmené comme otage

Le *[jeudi]* 20 août, vers 10 h du matin, je me trouvais dans le jardin du juge, qui était mon voisin. Nous parlions de la situation en croquant quelques mirabelles, quand subitement sa petite fille Lilly vint le trouver et lui dit qu'il y avait des messieurs qui demandaient après lui. Nous allâmes ensemble vers la rue. Arrivés sous le porche de la remise, nous aperçûmes le maire M. Charton en compagnie d'un commandant de gendarmerie et deux gendarmes. Aussitôt que le maire nous vit, il dit au commandant : « *Voilà ces messieurs.* » Le commandant nous demanda qui était le juge et qui le greffier, après quoi il nous déclara : « *Messieurs, j'ai l'ordre de vous emmener comme otages.* » Si, à ce moment, une bombe avait éclaté près de nous, je n'aurais pas été plus surpris ni plus ému ... Mais je me repris de suite et je demandai au commandant si je pouvais encore aller jusqu'à chez moi pour prévenir ma femme et lui faire mes adieux, ainsi qu'à ma fille. Il dit à un gendarme : « *Accompagnez monsieur.* » Je sortis donc prisonnier, accompagné d'un gendarme, de la maison du juge. Ma femme était à une fenêtre de notre maison et dit en me voyant : « *Ah ! c'est toi, notre fille est à ta recherche.* » Je montai chez moi avec le gendarme et j'expliquai la situation à ma femme qui se mit à pleurer. Je la tranquillisisai aussi bien que je le pus. Entre-temps, ma fille revint à la maison et, quand elle apprit que j'allais partir, elle se mit aussi à pleurer. Le gendarme essaya aussi de tranquilliser ma famille en disant que ce n'était pas grave, que je ne serais parti que quelques jours. Je lui offris un verre de mirabelle qu'il accepta, on trinqua ensemble, puis je changeai d'habits et dis à ma femme de me préparer une valise avec du linge de rechange, ce qu'elle fit. Elle y ajouta même du pain et du chocolat, mais elle mit le tout, non pas dans une valise en cuir, mais dans une boîte en carton. Comme je n'avais que de l'argent allemand sur moi, de l'or, je l'envoyai chez notre voisin, M. Auguste Jacques, entrepreneur de broderies, en échange contre de l'argent français. Ma fille m'en rapporta pour environ 50 à 100 francs en coupures.

Puis ce furent les adieux, bien tristes, à ma femme et à ma fille. Nous pleurions tous les trois. Enfin, je m'arrachai des bras de ma femme et de ma fille, et descendis dans la rue. J'avais mis mes molletières, mon panama et une pèlerine. En outre, j'avais ma boîte en carton et une canne. Ma fille m'accompagna jusque dans la rue, ma femme n'en avait pas le courage. En partant, j'avais sur moi à peu près 200 francs, tant en argent allemand qu'en billets français. Dans la rue, il fallut attendre le juge qui, lui aussi, était monté chez lui faire ses adieux à sa femme et à sa fille, et pour se munir d'une valise en cuir avec du linge de rechange. Les voisins vinrent s'enquérir de ce qui se passait, de ce que j'avais fait. Je leur expliquai l'affaire, tandis qu'un gendarme arrivait avec l'huissier Klein qui devait être également otage, mais après des pourparlers avec le commandant et le maire, il fut relâché.

Aujourd'hui encore, je ne comprends pas pourquoi on m'a emmené⁽⁹⁾. J'estime que le gendre du maire, le greffier Oswald, aurait, comme Allemand, dû être désigné comme otage plutôt que moi. Mais probablement que son beau-père avait caché la nationalité de son gendre au commandant de gendarmerie, et qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour qu'Oswald restât à Lorquin. Il faut du reste que j'ajoute qu'il s'occupait beaucoup des troupes avec son beau-père et qu'il montrait des sentiments français.

Entre-temps, je remarquai qu'on sortait les blessés français de l'hôpital [*hospice St-Sébastien*] et qu'on les mettait sur des voitures de cultivateurs, et que les propriétaires des véhicules s'éloignaient avec les blessés vers la frontière française [*franco-allemande*]. A ce moment, je n'avais aucune idée de la situation exacte et on ne savait pas que, malheureusement, les Français avaient perdu la bataille de Morhange, succombant sous le nombre des divisions allemandes.

Le juge étant arrivé, deux gendarmes nous encadrèrent. J'embrassai ma fille une dernière fois, fis un dernier signe d'adieu à ma femme qui pleurait à la fenêtre du premier, un dernier adieu aux voisins qui étaient autour de nous, puis nous partîmes vers l'inconnu, à la grâce de Dieu.

Voilà comment le juge et moi nous partîmes de Lorquin vers 10 h et demie [*on était le jeudi 20 août*]. Toutefois, en route, je remarquai qu'il y avait un grand mouvement de troupes qui se dirigeaient vers la frontière française [*franco-allemande*], sans pouvoir m'expliquer pour l'instant ce recul. Ce n'est que plus tard que j'appris que les Français étaient tombés dans un guet-apens allemand à Sarrebourg, et qu'ils étaient obligés de se retirer. Je ne savais rien de la bataille de Morhange, et ce n'est que bien plus tard que je l'appris⁽¹⁰⁾. Il faisait très chaud. Nous marchions en direction de Fraquefing, à côté des troupes qui se retiraient. »

(à suivre)



dragons français

Notes

(1) Sarrebourg, chef-lieu du *Kreis* (arrondissement), se trouve à 10 km de Lorquin, petite agglomération de 862 habitants (*recensement de 1910*). C'était alors une ville de garnison importante. En 1910, sur une population de 10.039 habitants, 4.019 Sarrebourgeois étaient des militaires ! Dans l'armée allemande, un Uhlán est un cavalier muni d'une lance, similaire au lancier de l'armée française. La tenue « *feldgrau* », littéralement « gris de campagne », concerne toutes les unités de l'armée de terre allemande.

(2) *Kriegsgefahrzustand* : déclaré par le Kaiser le 31 juillet, cet « état de danger de guerre » concernait tout l'empire germanique. Le 1^{er} août, la France mobilisait, de même que l'Allemagne, laquelle déclarait aussitôt la guerre à la Russie - 2 août : ultimatum de l'Allemagne à la Belgique et entrée des troupes allemandes sur le territoire luxembourgeois - 3 août : déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

(3) L'espace frontalier lorrain comptait en France de nombreuses villes de garnison, dont certaines étaient relativement proches du bourg de Lorquin : Toul, Lunéville, Baccarat, Raon-l'Étape, Rambervillers, sans oublier le fort de Manonviller, situé près de Thiébauménil.

(4) Le premier grand combat de la guerre eut lieu à La Garde ou Lagarde, les 10 et 11 août 1914. La Garde était alors un petit village de Lorraine annexée, d'environ 500 habitants, traversé par le canal de la Marne-au-Rhin, situé non loin de Maizières-les-Vic. L'armée française y subit de très lourdes pertes. Le combat qui s'y est déroulé a eu tellement de répercussions et a fait l'objet de tant de polémiques que l'on parle de « l'affaire de Lagarde » lorsqu'il est évoqué. Cette première « boucherie » préfigurait celles à venir, plus terribles encore.

(5) Dans *L'Histoire illustrée de la guerre de 1914* de G.Hanotaux : « L'ensemble du front allemand était presque uniquement garni par ce que les Allemands eux-mêmes appellent les trois tribus-souches du sud de l'Allemagne : les Badois, dans la coupure entre Sarrebourg et les Vosges ; les Bavaois entre Sarrebourg et Dieuze ; les Souabes, entre Dieuze et Metz. C'est contre ce front qui, en somme, ne fait qu'un, que s'avancent les deux armées françaises désignées pour opérer en Lorraine. » La 1^{ère} armée était commandée par le général Dubail et la 2^{ème} était sous les ordres du général de Castenau.

(6) Hospice Saint-Sébastien : petit hospice ouvert en 1919 ; il était situé dans le centre de Lorquin, en face du domicile de François Laurent.

(7) Anecdote : un officier de cuirassiers français, entendant les enfants - accourus pour voir les nouveaux arrivants - parler en français, crut qu'il n'avait pas encore franchi la frontière !

(8) La bataille des frontières, aussi dite de Lorraine ou de Morhange-Sarrebourg, lourde défaite de l'armée française, a ravagé plusieurs communes du sud du département de l'actuelle Moselle entre le 18 et le 21 août 1914.

(9) François Laurent avait été nommé greffier en chef le 7 mars 1914, à la suite du décès du titulaire du poste. Dans un ouvrage qu'il rédigea, M. Laurent écrit : « J'ai su plus tard que mon collègue Oswald avait intrigué, mais sans succès, pour obtenir la place de premier greffier. Je crois qu'il m'en a toujours voulu par la suite d'avoir été éliminé. (...) Quelques jours avant la déclaration de guerre, Oswald m'avait dit : « Si la guerre éclate, vous ne resterez pas ici ? » Je lui répliquai que j'estimais de mon devoir de rester sur place, et que je ne quitterais pas Lorquin. Préparait-il quelque chose contre moi ? »

(10) Dès les premiers jours du conflit, la presse avait été censurée, en Allemagne tout comme en France.. Les journaux paraissaient, mais ne contenaient aucune information touchant les actions militaires qui se déroulaient dans les environs proches. Le gouvernement utilise la presse pour faire passer les informations qu'il jugeait bonnes. En France, toute infraction à la loi concernant la censure était punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs.



militaires français